CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
SUBVENTION SPECIFIQUE

(MGDIS 9900 et 9901)

ENTRE-LES SOUSSIGNES :

L'E.P.C.I. **La Métropole Aix-Marseille-Provence**
58, boulevard Charles Livon
13007 MARSEILLE

représenté par Sa Présidente en exercice régulièrement habilitée à signer la présente convention par délibération du Bureau de la Métropole en date du 27 février 2025

ci-après désigné **« la Métropole »**

ET

L'Association **RAP'N BOXE**
81 Bd Anatole de la Forge
Le Margeray Bat1 Log 105
13014 MARSEILLE
Siret n° 449949932 00031

représentée par Sa Présidente, Madame Louisa SAFRIOUINE

ci-après désignée **« l'association »**

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Conformément aux orientations données lors des Assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la politique de subventions mise en place par la Métropole en faveur des acteurs associatifs qui œuvrent dans le domaine du sport.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les actions conformes à son objet social, à savoir :

- La promotion de la boxe.

L'association organise deux galas de boxe anglaise « Boxing Day » en février et en octobre 2025 à Marseille.

A cette fin, l'association s'engage à mettre tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Pour sa part, la Métropole s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs pour l'année 2025.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2025 et trouvera son terme au plus tard au versement du solde de la subvention.

ARTICLE 3 : INDEPENDANCE DE L'ASSOCIATION

Pour mettre en œuvre ces actions notamment avec les moyens qui lui sont alloués par la Métropole, l'association jouit d'une indépendance de décision dans la définition de ses actions et dans la conduite de ses tâches de gestion et d'administration.

Cette indépendance s'exerce en conformité avec les statuts de l'association, à partir des instances créées (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Bureau…).
Cependant, la Métropole peut requérir, en cours d'année toutes les informations et tous documents utiles au contrôle de l'exécution des engagements pris par l'association et justifiant l'octroi de la subvention.

De plus, les actions visées ci-dessus sont réalisées sous la responsabilité de l'association et ne peuvent être confiées, pour tout ou partie, à des tiers sans l'accord de la Métropole.

L'association s'engage en outre à :
- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités ;
- Se doter des assurances visant à garantir sa responsabilité civile, et en particulier, pour la ou les activités, objet(s) de la présente convention.

De manière générale, l'association devra se trouver en situation régulière au regard des organismes sociaux et fiscaux, ainsi que des dispositions législatives et réglementaires concernant le personnel, notamment en matière salariale.

ARTICLE 4 : COUT DE L'ACTION ET PARTICIPATION DE LA MÉTROPOLE

4.1 Budget prévisionnel de l'action :

L'annexe I à la présente convention précise :

- Le budget prévisionnel de chaque action, objet de l'article 1er, ainsi que les moyens affectés à sa réalisation en détaillant les autres financements attendus et en distinguant notamment les apports des collectivités territoriales, les ressources propres, etc.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

Conformément à l'annexe I, le coût total prévisionnel (total des produits hors contributions volontaires) de chaque action (1 et 2), objet de la présente convention, est d'un montant de :

Action n°1 (MGDIS n°9901) « Boxing Day » le 8 février 2025 : 97 000 €
Action n°2 (MGDIS n°9900) « Boxing Day » le 11 octobre 2025 : 90 900 €

4.2 Participation de la Métropole et modalités de calcul :

La participation de la Métropole correspond à deux subventions d'un montant total de 25.000 €, répartis comme suit :

Action 1 : 12 500€ soit 13% du coût total prévisionnel de l'action (hors contributions volontaires).

Action 2 : 12 500€ soit 13, 75 % du coût total prévisionnel de l'action (hors contributions volontaires).

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation de la Métropole n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention sans l'accord écrit de la Métropole, celle-ci peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés au titre de la présente convention.

Il convient d'indiquer que l'association a également déposé une demande de subvention auprès de la direction de la culture pour une action spécifique à hauteur de 10 000 € (MGDIS n°10532).

Cette subvention sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur sous réserve du respect par l'association de ses obligations légales et contractuelles.

4.3 Modalités de versement de la subvention :

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier modifié approuvé par délibération n° FBPA-047-17064/24/CM du 5 décembre 2024, les modalités de versement se feront comme suit :
- un acompte maximum de 80% de la subvention votée, sur appel de fonds du bénéficiaire, après la signature de la convention par les deux parties ;
- le solde, sur demande du bénéficiaire, après la remise des pièces prévues à l'article 6.2 de la présente convention.

Il est précisé qu'il convient de déroger au Règlement Budgétaire et Financier et de verser la subvention a posteriori de la réalisation de l'action 1.

L'appel de fonds est rempli et signé par le bénéficiaire de la subvention qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 5 : CONTROLE, SUIVI, EVALUATION

5.1 Contrôle :
Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la Métropole. L'Association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément à l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Le refus de leur communication entraîne le remboursement de la subvention.

5.2 Suivi :
L'association s'engage à informer régulièrement la Métropole de l'état d'avancement et de déroulement de l'action définie à l'article 1 de la convention selon des modalités établies d'un commun accord entre les deux parties.

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

La Métropole pourra demander à l'association de participer à des réunions de suivi, à chaque fois qu'elle le jugera utile.

5.3 Évaluation :
L'évaluation des conditions de réalisation des objectifs poursuivis par l'association auxquels la Métropole a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée par la Métropole.

Pour ce faire, une réunion comprenant les deux parties pourra être organisée par la Métropole à tout moment jugé utile.

Le non-respect par l'association de ses obligations conventionnelles se traduira par des demandes d'explication par les services opérationnels de la Métropole, et le cas échéant, par le remboursement total ou partiel de la subvention.

5.4 Renouvellement :
La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 6.2 et aux contrôles prévus à l'article 5.1.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS COMPTABLES – JUSTIFICATIFS A FOURNIR

6.1 Obligations comptables :
Préalablement à ce qui suit, la présente convention rappelle que :

- Les associations doivent adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 ;

- Conformément à l'article L. 612-4 du Code du commerce, pour tout montant supérieur à 153 000 euros de subventions publiques :
  - l'association doit établir chaque année des comptes annuels comprenant : le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
  - l'association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes. Dans ce cas, l'association s'engage à transmettre à la Métropole tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ;

- Si la subvention annuelle est supérieure à 75 000 euros ou représente plus de 50% du budget total de l'association, le Président de l'association s'engage à certifier la conformité des comptes annuels conformément à l'article L. 2313-1-1 et R.2313-5 du CGCT. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise, le cas échéant ;

- En cas de modification dans le domaine comptable, l'association s'engage à appliquer les nouvelles directives.

6.2 Justificatifs à fournir par l'association :
L'association dont les comptes sont établis pour un exercice d'une durée de douze mois consécutifs (courant de préférence du 1er janvier au 31 décembre), **s'engage dans les six mois suivant la clôture de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée, à fournir les documents suivants :**

- **Le compte rendu financier de l'emploi de la subvention** signé par le Président de l'association ou toute personne habilitée ;

- **Les comptes annuels (la version détaillée) et le rapport du commissaire aux comptes, le cas échéant ;**

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

- **Le rapport d'activité de l'année écoulée ;**

- **Le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant tous les documents précités.**

6.3 Autres engagements :
Par ailleurs, l'association s'engage à communiquer à la Métropole toute modification intervenue dans la composition du Conseil d'administration et du Bureau de l'association et des statuts.

ARTICLE 7 : PUBLICITE - COMMUNICATION

L'association s'engage à apposer, sur tous les supports de communication relatifs à l'opération soutenue par la Métropole, le logo de la Métropole en respectant la charte graphique métropolitaine et à y faire apparaître la participation financière de celle-ci.

La Métropole pourra demander à l'association des justificatifs attestant de l'apposition du logo (photographie par exemple).

L'association s'engage également à communiquer sur le partenariat avec la Métropole dans toute conférence de presse, interview, etc. et faire participer les représentants de la Métropole aux actions publiques concernées.

En cas de non-respect de ces obligations, la Métropole se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée.

ARTICLE 8 : REVERSEMENT, RESILIATION ET LITIGES

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de manquement de l'une ou l'autre des parties à ses obligations contractuelles. Dans ce cas toutefois, la résiliation ne pourra intervenir à l'initiative de l'une des parties que passé un délai d'un mois suivant une mise en demeure adressée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet.

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par la Métropole, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas de dissolution ou de liquidation de l'association ou encore si cette dernière ne justifie plus exercer une activité entrant dans le champ de la compétence ayant motivé le soutien de la Métropole.

En cas de manquement grave de l'association, la Métropole sera fondée d'exiger la restitution des sommes perçues, soit en totalité, soit au prorata temporis.

ARTICLE 9 : AVENANT

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord par les deux parties fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

ARTICLE 10 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente convention.

ARTICLE 11 : INTUITU PERSONAE

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

ARTICLE 12 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Marseille 31 rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 02. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr. Cependant les parties s'engagent avant tout recours contentieux à se rencontrer afin de trouver une solution amiable.

Fait à Marseille, le

Pour l'Association Rap'N Boxe	**Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence**
La Présidente	**Le Vice-Président** **Sport et Equipements Sportifs**
Madame Louisa SAFRIOUINE	**Monsieur David GALTIER**

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

ANNEXE I - A LA CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
RAP N BOXE
Budget Prévisionnel de l'Action 1 et de l'Action 2 – Année 2025

3-2 | Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits .

Exercice 20 25 — Gala février 2025

CHARGES DIRECTES	MONTANT[12]	RESSOURCES DIRECTES	MONTANT[12]
60 - Achats	€3000	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats stockés (matières premières, autres)		73 – Dotation et produits de tarification	€12000
Achats d'études et de prestations de services		74 – Subventions d'exploitation [13]	€80000
Achats de matériel, équipements et travaux	€1000	État: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	€0
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)			
Achats de marchandises	€2000		
Autres achats			
61 - Services extérieurs	€12100		
Sous-traitance générale		Région(s)	€5000
Redevances de crédit-bail			€5000
Locations mobilières et immobilières	€12000		
Charges locatives et de copropriété			
Entretien et réparations			
Primes d'assurances	€100	Département(s)	€5000
Divers (études/recherches, documentation,colloques…)			€5000
62 - Autres services extérieurs	€73100		
Personnel extérieur			
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	€51100		
Publicité, information et publications	€10000	Métropole Aix Marseille Provence	€25000
Transports de biens et transports collectifs du personnel		Communes	€40000
Déplacements, missions et réceptions	€11600	Marseille	€40000
Frais postaux et de télécommunications	€350		
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc…)	€50		
63 - Impôts et taxes	€0		
Impôts et taxes sur rémunérations		Organismes sociaux (détailler) :	€0
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64 - Charges de personnel	€4800	L'agence de services et de paiement	
Rémunérations du personnel	€4000	Autres établissements publics	
Charges sociales	€800	Aides privées	€5000
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	€5000
65 - Autres charges de gestion courante	€4000	Dont cotisations, dons manuels ou legs	€5000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exeptionnels	
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financier			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	€97000	**TOTAL DES PRODUITS**	€97000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[14]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	€12500	87 - Contributions volontaires en nature	€12500
Secours en nature		Bénévolat	€10000
Mise à disposition gratuite biens et prestations	€2500	Prestation en nature	€2500
Personnel bénévole	€10000	Dons en Nature	
TOTAL GENERAL DES CHARGES	€109500	**TOTAL GENERAL DES PRODUITS**	€109500

Fait à : Marseille — Le 24/10/2024

Signature du Président — Cachet de l'association

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025

3-2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits .

Exercice 20 25 Gala octobre 2025

CHARGES DIRECTES	MONTANT[12]	RESSOURCES DIRECTES	MONTANT[13]
60 - Achats	€3000	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats stockés (matières premières, autres)		73 – Dotation et produits de tarification	€11400
Achats d'études et de prestations de services		74 – Subventions d'exploitation [14]	€75000
Achats de matériel, équipements et travaux	€1000	Etat: préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	€0
Achats non stockés (eau, énergie, fournitures)			
Achats de marchandises	€2000		
Autres achats			
61 - Services extérieurs	€6000		
Sous-traitance générale		Region(s)	€0
Redevances de crédit-bail			
Locations mobilières et immobilières	€5900		
Charges locatives et de copropriété			
Entretien et réparations			
Primes d'assurances	€100	Departement(s)	€5000
Divers (études/recherches, documentation,colloques...)			€5000
62 - Autres services extérieurs	€73100		
Personnel extérieur			
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	€51100		
Publicité, information et publications	€10000	Métropole Aix Marseille Provence	€25000
Transports de biens et transports collectifs du personnel		Communes	€40000
Déplacements, missions et réceptions	€11600	Marseille	€40000
Frais postaux et de télécommunications	€350		
Autres (travaux exécutés à l'extérieur etc...)	€50		
63 - Impôts et taxes	€0		
Impôts et taxes sur rémunérations		Organismes sociaux (détailler) :	€0
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64 - Charges de personnel	€4800	L'agence de services et de paiement	
Rémunérations du personnel	€4000	Autres établissements publics	
Charges sociales	€800	Aides privées	€5000
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	€4500
65 - Autres charges de gestion courante	€4000	Dont cotisations, dons manuels ou legs	€4500
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exeptionnels	
68 - Dotation aux amortissements et provisions, engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements provisions	
69 - Impôts sur les bénéfices		79 - Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financier			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	€90900	**TOTAL DES PRODUITS**	€90900
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[14]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	€11400	87 - Contributions volontaires en nature	€11400
Secours en nature		Bénévolat	€8900
Mise à disposition gratuite biens et prestations	€2500	Prestation en nature	€2500
Personnel bénévole	€8900	Dons en Nature	
TOTAL GENERAL DES CHARGES	€102300	**TOTAL GENERAL DES PRODUITS**	€102300

Fait à : Marseille Le 24/10/2024

Signature du Président

Cachet de l'association

12 Ne pas indiquer les centimes d'euros. 13 L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées. 14 Le plan comptable des associations, issu du règlement 2018-06 du 05 décembre2018, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat

Reçu au Contrôle de légalité le 28 février 2025